

Dossiers numériques

Clés pour choisir une société en agriculture :

*aspects juridiques, fiscaux et
sociaux*

- ▶ présentation, analyse et commentaires
- ▶ textes et circulaires administratives
- ▶ formulaires et jurisprudences

par Francis VARENNES Juriste-Fiscaliste

**Clés pour choisir une société en agriculture :
*aspects juridiques, fiscaux et sociaux***

Plan du dossier

Introduction

- a. Forme de l'entreprise : entreprise individuelle ou société
- b. Principales motivations juridiques, fiscales et sociales de la création d'une société
- c. Aperçu sur la diversité des sociétés
- d. Avertissement
- e. Plan

1^{ère} partie. Les éléments constitutifs de toute société et les principales formalités administratives de constitution

§ 1. Les éléments constitutifs des sociétés

A. La participation d'associés réalisant des apports

- 1. La qualité d'associé (ou d'actionnaire)**
- 2. La réalisation d'apport et la constitution du capital social**
 - 1. La réalisation d'apports
 - a. *Nécessité de réalisation d'apports*
 - b. *Typologie des apports*
 - 2. La détermination d'un capital social
 - 3. L'attribution de droits sociaux : parts sociales ou actions
 - 4. Procédures particulières concernant certains apports
 - a. *Intervention d'un commissaire aux apports*
 - b. *Epoux mariés et apport de biens communs*

B. La participation aux résultats

- a. La recherche de bénéfices ou d'économies
- b. les modalités de répartition du résultat
- c. La participation aux pertes : responsabilité financière limitée ou illimitée des associés

C. La volonté de s'associer : l'affectio societatis

§ 2. La procédure de constitution et l'acquisition de l'autonomie juridique de la société

A. L'élaboration des statuts et du règlement intérieur

B. Les choix à opérer lors de l'élaboration des statuts

C. La publicité et l'immatriculation de la société

1. L'enregistrement des statuts
2. La publication d'une annonce légale
3. Le dépôt des statuts auprès d'un centre de formalités des entreprises
4. L'immatriculation au registre du commerce et des sociétés

§ 3. Les principes généraux concernant le fonctionnement des sociétés

A. Les dirigeants sociaux

B. L'assemblée générale des associés ou des actionnaires

C. Droit de vote et affectation du résultat

1. Modalités de décompte du droit de vote
2. Décisions concernant l'affectation du résultat

D. Les relations financières entre les associés et la société : les comptes d'associés

1. Notion de compte d'associé
2. Mouvements comptables des comptes d'associés
3. Possibilité de rémunération des comptes d'associés

2^{ème} partie. Les règles particulières des sociétés en agriculture

§ 1. Le groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC)

A. Principes généraux concernant les GAEC

B. Les règles de constitution des GAEC

1. Objet des GAEC
2. Règles concernant les associés
3. Notion de GAEC totaux et de GAEC partiels
4. Capital social et responsabilité financière des associés

C. Les règles concernant le fonctionnement des GAEC

1. Obligation au travail en commun
2. Modalités de gestion et de prise de décisions
3. Cas de dispense de travail
4. Activités extérieures des associés des GAEC
5. Distance entre les exploitations des GAEC

C. La procédure de reconnaissance des GAEC

D. Le principe de la transparence des GAEC

1. Principes

2. Applications

- a. Transparence des GAEC et fiscalité
- b. Transparence des GAEC et réglementation économique
 - 1/. Attribution de parts PAC selon le nombre d'exploitations regroupées
 - 2/. Franchise de la modulation des aides directes
 - 3/. Attribution des primes aux vaches allaitantes
 - 4/. Versement des indemnités compensatoires de handicaps naturels

§ 2. L'exploitation agricole à responsabilité limitée (EARL)

A. Principes

B. Les particularités de l'EARL

- 1. Objet des EARL
- 2. Associés des EARL
- 3. Consistance des EARL

C. Le fonctionnement des EARL

- 1. Droits et obligations des associés
- 2. Responsabilité financière limitée des associés
- 3. Dispense d'intervention d'un architecte

D. Les raisons de l'utilisation de l'EARL

- 1. Protection du patrimoine privé des agriculteurs
- 2. Transformation de GAEC en EARL
- 3. Economie de cotisations sociales

§ 3. La société civile d'exploitation agricole (SCEA)

§ 4. La société civile laitière

§ 5. La société d'assolement en commun

§ 6. Le groupement foncier agricole (GFA)

A. Les dispositions générales concernant les GFA

- 1. Objet
- 2. Associés
- 3. Apport et capital social
- 4. Règles de fonctionnement : droit de vote, gérance, responsabilité financière des associés

B. Les particularités concernant les différents GFA

- 1. Les GFA familiaux ou successoraux
- 2. Les GFA d'investissement
- 3. Les GFA mutuels

C. Aperçu du régime fiscal des GFA

- 1. L'imposition des bénéfices
- 2. Les droits d'enregistrement

- a. Les droits de mutation à titre onéreux
- b. Les droits de mutation à titre gratuit
- 3. L'impôt de solidarité sur la fortune

3^{ème} partie. Les différentes évolutions possibles des sociétés

§ 1. La cession de parts sociales

- A. Le principe de l'agrément
- B. La détermination de la valeur réelle des parts sociales

§ 2. L'augmentation de capital social

- A. L'augmentation de capital par apports nouveaux et le calcul d'une prime d'émission
- B. L'augmentation de capital sans apports nouveaux

§ 3. La réduction de capital social

§ 4. L'entrée d'associé

§ 5. Le retrait et l'exclusion d'associé

- A. Les conditions du retrait volontaire
- B. Le cas particulier de l'exclusion
- B. Les modalités financières du retrait ou de l'exclusion

§ 6. La prorogation de la durée de la société

§ 7. La transformation de la société

§ 8. Les opérations de fusion : fusion-absorption et fusion-crétion

§ 9. La scission de sociétés

§ 10. La fin de la société ou les opérations de dissolution-liquidation-partage

- A. La décision de dissolution
- B. La période de liquidation
- C. Le partage

4^{ème} partie. Le traitement fiscal et social des sociétés agricoles

§ 1. Les régimes fiscaux d'imposition des bénéfices applicables aux sociétés agricoles

A. L'application du régime de l'impôt sur le revenu

- 1. L'application des différents régimes d'imposition des bénéfices agricoles
- 2. L'application du principe de la transparence fiscale dans le cadre du régime de l'impôt sur le revenu
- 3. La déduction de certaines charges du fait de l'organisation en sociétés
- 4. Principes concernant la détermination des régimes d'imposition des bénéfices des sociétés agricoles

- a. Principe de l'application d'un régime réel des bénéficiaires agricoles
- b. Constitution de GAEC et régime d'imposition des associés
 - 1/. Régime de croisière des GAEC : forfait ou réel selon le montant des recettes et l'âge des associés
 - 2/. Incidences du régime d'imposition des associés précédemment exploitants individuels au forfait ou au réel
 - 1. Associé déjà au réel à titre personnel
 - 2. Associé au forfait sur le point de passer au réel
 - 3. Retour au forfait des associés de GAEC
 - 4. Articulation du régime d'imposition du GAEC et des associés : synthèse

B. L'application du régime de l'impôt sur les sociétés

- 1. Les principaux avantages du régime de l'impôt sur les sociétés
- 2. Les principaux inconvénients du régime de l'impôt sur les sociétés

§ 2. Les statuts sociaux concernant les associés des sociétés agricoles

A. Principes généraux

B. L'assujettissement des associés de GAEC

- 1. Application du principe de la transparence
- 2. Cas particulier des apporteurs en industrie
- 3. Cas exceptionnel d'associés non-exploitants de GAEC

C. L'assujettissement des associés d'EARL

- 1. Associés exploitants des EARL
- 2. Associés non-exploitants des EARL

C. L'assujettissement des associés de SCEA et de GFA exploitants

- 1. Principes
- 2. Associés gérants de SCEA
- 3. Associés non gérants
- 4. Gérants non associés

5^{ème} partie. Droit rural applicable aux entreprises agricoles organisées sous la forme d'une société

§ 1. Le statut du fermage

- A. Les terres en propriété appartenant aux associés
- B. Les terres en fermage au nom des associés

§ 2. Le contrôle des structures

§ 3. L'intervention des SAFER

- A. Possibilité d'acquisition amiable de parts sociales ou d'actions
- B. Obligation d'information des cessions de parts sociales
- C. Exercice du droit de préemption sur les cessions totales de parts sociales